SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNIONS DES 6 ET 12 AVRIL 1900.

Rapport de la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1900.

(Voir les n^{os} 112, VII, session de 1898-1899, 6, 91, 109, 120, 121 et 124, session de 1899-1900, de la Chambre des Représentants; 51, session de 1899-1900, du Sénat.)

Présents : MM. le Vicomte VILAIN XIII, Vice-Président; VANDEN CORPUT, DAVIGNON, FIÉVÉ, DE KERCHOVE D'OUSSELGHEM, DUMONT, CROUSSE et le Baron DE STEENHAULT DE WAERBEEK, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Budget amendé du Ministère de l'Agriculture, pour l'exercice 1900, fixait le chiffre de ce budget à la somme de fr. 11,801,470 25 comprenant, en *dépenses ordinaires* 11,228,470 25 et en *dépenses exceptionnelles* 573,000 »

Ces chiffres ont été majorés par suite de divers amendements présentés par le Gouvernement aux articles 17, 24, 31, 34, 47, 48, 49, 54 et 71 et de l'introduction de deux articles nouveaux sous les numéros 69 et 77.

Le Budget, tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre des Représentants, s'élève à la somme de fr. 12,129,605 25 soit pour les *dépenses ordinaires* 11,408,605 25 et pour les *dépenses exceptionnelles* 721,000 »

Chaque année se confirment davantage les prévisions de ceux qui annonçaient, pour un avenir prochain, la transformation successive de l'agriculture en Belgique : partout où la nature du sol le comporte, on voit d'anciennes terres arables converties en prairies artificielles et en vastes pâturages. L'objectif du cultivateur se modifie et il cherche avec raison, dans la culture pastorale, une ère de prospérité qu'il ne saurait plus obtenir dans celle des céréales.

L'abaissement des prix de certains produits n'avait trouvé qu'une faible entre-partie dans la réduction de la valeur locative, quand, à cette première crise, une seconde plus intense et plus grosse est venue se joindre : la pénurie de la main-d'œuvre et, comme corollaire, son renchérissement.

Nos campagnes sont abandonnées par l'ouvrier agricole et les facilités de communication l'entraînent vers les villes et dans les centres industriels, où il obtient des salaires que le travail de la terre ne saurait comporter ; bientôt il ne restera plus à celle-ci que le concours du vieillard et de l'éclaté.

La transformation de l'agriculture s'impose donc et on ne saurait assez féliciter le Gouvernement d'avoir compris l'obligation qui lui incombait de provoquer et d'encourager par de nombreuses mesures le développement et l'amélioration des animaux qui peuplent nos fermes, et particulièrement de nos races chevalines et bovines.

L'élevage du cheval de gros trait continue toujours à être une des ressources les plus importantes de la grande culture : les prix de vente restent élevés, et la présence de nombreux acheteurs à nos marchés et à nos concours est le témoignage certain que l'étranger continue à apprécier les qualités de notre race chevaline.

On espère que le Gouvernement parviendra à faire apprécier par toutes les administrations provinciales l'utilité, la nécessité même de l'unification de tous les règlements. L'adoption de cette mesure aurait l'approbation unanime de tous les éleveurs.

L'organisation des syndicats d'assurance de nos meilleurs reproducteurs a reçu également un excellent accueil, et ceux qui en ont pris l'initiative trouvent dans tout le pays de nombreux imitateurs. Établis sous forme d'assurances mutuelles et moyennant une cotisation peu élevée, ils mettent l'éleveur à l'abri de pertes excessives pour sa situation financière et ils lui permettent de résister à l'attrait des prix élevés, qui auraient souvent pour conséquence l'exportation d'animaux d'élite utiles à notre élevage.

Il est du devoir de l'État d'encourager les développements de ces syndicats, qui pourraient même comprendre l'assurance des juments, et peut-être de les soutenir, si par suite de circonstances extraordinaires, ils se trouvaient dans une situation compromise.

Le Gouvernement a pris à cœur, depuis quelques années, d'encourager l'élevage de la race bovine qui avait été longtemps négligée en Belgique, à l'encontre de ce qui se passe pour la race chevaline. Il seconde actuellement par des subsides les provinces qui au moyen de règlements et de primes stimulent l'éleveur, et les associations d'élevage qui s'établissent dans tout le pays. Déjà on peut constater des résultats heureux qui donnent tant d'espoir pour l'avenir, particulièrement dans la Flandre occidentale, dans le Brabant et la province de Liège.

Dans d'autres provinces, où l'élevage était particulièrement délaissé, on reprend également courage et on peut prédire avec assurance que bientôt dans le pays entier on trouvera des centres d'élevage renfermant de bons reproducteurs.

Un concours de la Société nationale doit se donner dans quelques jours à Bruxelles ; il y a tout lieu d'espérer qu'on pourra y constater les progrès déjà réalisés. Ces concours permettent de faire, d'une part, la comparaison entre le bétail d'une même région et, de l'autre, la comparaison entre le bétail des diverses régions du pays. En même temps ils fournissent l'occasion d'une étude des plus intéressantes pour tous ceux qui consacrent leurs efforts à l'amélioration de nos races indigènes.

Déjà l'exposition de Tervueren a été des plus utiles : on a pu, par les

concours de familles, se convaincre que l'amélioration d'une race ne peut s'obtenir qu'à la condition d'être systématiquement poursuivie.

A ce point de vue, les sociétés de Herdbook doivent soutenir l'action de la Société nationale d'élevage. Elles doivent préparer, faciliter la voie, la Société nationale venant en quelque sorte synthétiser, par ses réunions périodiques, le travail des sociétés régionales.

Les syndicats locaux ont été également l'objet de quelques faveurs gouvernementales.

Ils donneront d'excellents résultats à condition qu'ils ne paralysent pas l'action des sociétés de Herdbook, et qu'il y ait entre ces deux rouages une unité complète de vues et de travail.

Nos races bovines ont été encore sévèrement éprouvées, pendant l'année qui vient de se terminer, par la stomatite aphteuse; et la réapparition soudaine et imprévue de l'épidémie, tantôt dans une région, tantôt dans une autre, fait craindre que les germes de l'affection ne soient pas étouffés et que le bétail belge soit encore exposé à de nouvelles atteintes. Il importe donc que l'atermoiement qu'a pu nous donner la période d'hiver ne nous laisse pas de fausses illusions et que les mesures les plus rigoureuses soient maintenues au moment du printemps, où la circulation du bétail va recommencer. Une surveillance plus complète des marchés semble même s'imposer, et ce d'autant plus que des plaintes sur l'insuffisance de l'inspection ont été reconnues fondées.

On estime qu'au moment où la maladie éclate dans une étable et que la séquestration est ordonnée, il y aurait lieu d'exiger un inventaire de tous les animaux de l'exploitation susceptibles d'être contaminés. Cet inventaire serait dressé par le vétérinaire de commun accord avec les inspecteurs provinciaux et l'autorité communale, comme il est requis en cas de pleuropneumonie exsudative. On entraverait ainsi les agissements des cultivateurs peu scrupuleux qui n'hésitent pas à mener sur les marchés, dès qu'ils s'aperçoivent de l'invasion de la maladie, un bétail portant les germes de la stomatite qui ira bientôt éclater dans diverses fermes et créera immédiatement de nouveaux foyers d'infection.

Le budget de l'agriculture porte à l'article 9 une somme de 1,400,000 fr., destinée en partie à indemniser les détenteurs d'animaux atteints de tuberculose. Personne ne contestera l'obligation qui incombe au Gouvernement d'indemniser le détenteur de bétail, dont, dans un but d'intérêt public, on a saisi les animaux, ou dont au moins on lui a ôté la liberté de disposer à son gré. C'est une atteinte au droit de propriété qui, comme en toute expropriation forcée, exige une juste et complète réparation du préjudice causé. Le crédit de l'article 9 est déjà justifié par cette première considération, mais le Gouvernement, entraîné par une conception plus vaste et plus généreuse encore, a voulu tenter d'extirper du pays la tuberculose des races bovines; malheureusement, si les premières mesures prises étaient excellentes, on a eu gravement tort, par crainte d'une réglementation outrée, de s'arrêter aux prémisses sans oser persévérer dans une voie heureusement tracée et qui aurait certainement amené les meilleures conséquences.

Deux principes sont généralement admis par la science et par les constatations qui ont été faites : d'abord la tuberculose n'est pas héréditaire, elle se développe par le contact et la contamination ; ensuite elle a

envahi une importante partie, un tiers peut-être du cheptel bovin de notre pays.

Le sacrifice de tous les animaux atteints étant irréalisable sans amener une perturbation économique à laquelle on ne saurait songer un instant, il était indispensable de chercher ailleurs les moyens d'arrêter le développement de la maladie. Le Gouvernement engage l'éleveur, par voie de conseil et par l'attrait d'une indemnité, quand la tuberculose a été constatée dans son exploitation, à soumettre tous les animaux à l'action de la tuberculine pour reconnaître ceux qui sont contaminés ; il ordonne la séparation des malades et prescrit l'assainissement des étables. Dès lors, l'État considère sa mission comme terminée, et cependant c'est à cet instant que son intervention serait le plus justifiée, s'il obligeait le sinistré, au moment où il repeuplera son étable, à n'admettre dans sa ferme que des animaux reconnus sains à la suite d'une injection de tuberculine. On créerait ainsi petit à petit et dans tout le pays des exploitations dont le bétail serait indemne de l'affection tuberculeuse. La constatation du bon état sanitaire de ces fermes, car la tuberculose prédispose à bien d'autres maladies, éveillerait l'attention des cultivateurs intelligents, qui, bientôt d'eux-mêmes et sans la moindre intervention du Gouvernement, réclameraient les moyens d'assainir leurs étables, tandis que d'autres s'empresseraient d'y aller chercher des produits qui leur offriraient toute sécurité et toute garantie.

On craint les excès de la réglementation, mais dans l'espèce il n'y aurait pas lieu de porter atteinte à la liberté de chacun ; aucune mesure répressive ne serait appliquée. Le Ministre de l'Agriculture subordonnerait seulement l'octroi de ses subsides à l'exécution complète de son règlement, comme il le fait, du reste, déjà aujourd'hui. Peut-être pourrait-il les majorer légèrement, peut-être, enfin, y aurait-il lieu de modifier la loi sur les vices rédhibitoires en mettant au nombre de ceux-ci pour le bétail d'élevage la tuberculose reconnue à la suite d'une injection de tuberculine.

Aujourd'hui que se présente-t-il? L'éleveur, après avoir vendu son bétail contaminé, après avoir désinfecté ses étables, après avoir fait souvent des sacrifices importants, se retrouve bientôt dans une situation aussi calamiteuse que précédemment.

Il devra à un moment donné repeupler son étable, et, malgré tous ses soins, son expérience et peut-être même les conseils d'un vétérinaire, comme une partie du bétail est tuberculeuse et que dans la majorité des cas la maladie, surtout à ses débuts, hormis au moyen de la tuberculine, échappe à l'examen le plus attentif, il achètera nécessairement un ou plusieurs animaux atteints, qui infecteront à nouveau son étable. Comme conséquence, l'intervention du Gouvernement, ses subsides, les peines les soucis, les tracasseries du fermier, son argent, tout aura été perdu sans utilité et sans bénéfice.

On doit reconnaître que cette question mérite au moins un examen sérieux de la part du Ministre de l'Agriculture.

Au sujet du développement de la stomatite aphteuse et de la tuberculose, le danger des laiteries coopératives qui ne pasteurisent pas d'une manière efficace leurs sous-produits a déjà été signalé au Sénat. Il est regrettable que le Gouvernement ne semble avoir pris aucun souci de cette situation, quoiqu'on ait constaté dans le pays plusieurs cas de stomatite

aphteuse, qui doivent être uniquement attribués au petit-lait rendu aux cultivateurs par des laiteries coopératives dépourvues de pasteuriseur.

La science médicale, de son côté, signale le danger pour l'homme, du lait infecté du bacille de la tuberculose. Le Gouvernement, qui a sous sa surveillance tous les établissements insalubres, a-t-il le droit de ne pas se préoccuper des laiteries dont l'outillage incomplet peut compromettre non seulement notre élevage bovin, mais offre en outre des dangers pour la vie humaine ?

Le Gouvernement encourage l'emploi de certains vaccins, notamment celui du charbon et du rouget. Pour l'application de certaines dispositions réglementaires, il a besoin de quantités assez considérables de tuberculine et de malléine. Tous ces vaccins lui sont expédiés de l'étranger. N'y a-t-il pas certains inconvénients à ce que nos administrations publiques, pour l'exécution de nos règlements de police sanitaire, soient ainsi placées sous la dépendance de l'étranger et ne conviendrait-il pas d'arriver à faire cesser pareil état de choses ?

Le Gouvernement a-t-il suffisamment encouragé les tentatives de ceux qui doivent s'être offerts à lui pour produire ces vaccins, et n'y aurait-il pas lieu de s'entendre avec l'administration provinciale du Brabant, qui est disposée à entrer dans cette voie, pour créer de commun accord un laboratoire qui répondrait aux besoins du pays entier.

On a publié récemment un arrêté qui étend l'enseignement de la maréchalerie : il sera prochainement organisé dans toutes les provinces du pays. C'est une mesure favorable à l'élevage du cheval, mais il semble qu'il ne suffira pas de donner aux maréchaux ferrants l'occasion d'acquérir des notions exactes sur la ferrure. Comme beaucoup d'entre eux, même diplômés, ne savent pas appliquer un fer de façon à maintenir ou à rectifier les aplombs de l'animal, il faut que l'éleveur connaisse lui-même les principes de la ferrure normale ou correctrice pour, à l'occasion, guider le travail de son maréchal. Ne pourrait-on pas autoriser les cultivateurs à suivre les cours de maréchalerie que l'on se propose d'organiser, ou, mieux encore, ne pourrait-on pas créer des cours de trois ou quatre leçons à l'usage des éleveurs ? On éliminerait du programme ce qui a trait à la maréchalerie pure, et cet enseignement pratique attirerait certainement de nombreux auditeurs.

Dans le même ordre d'idées, on signale également la nécessité de répandre davantage dans nos campagnes des notions de comptabilité. Celle-ci est inscrite au programme des cours d'adultes, mais comme on n'y consacre guère qu'une ou deux conférences, il est matériellement impossible d'y exposer suffisamment un système de comptabilité, si rudimentaire qu'il soit. L'État, qui a considérablement augmenté les moyens d'instruction pour les gens de la campagne, ne pourrait-il pas organiser des cours spéciaux s'adressant surtout aux jeunes cultivateurs et établir même quelques primes d'encouragement ? Cet enseignement, le cas échéant, devrait être confié à des spécialistes ou à des ingénieurs agricoles absolument compétents.

L'ouverture et la fermeture de nos frontières au bétail étranger a fait l'objet à la Chambre d'une discussion assez longue pour qu'il soit permis de ne pas devoir l'examiner à nouveau, et d'autant plus que la réponse sage et prudente de l'honorable Ministre de l'Agriculture semble avoir

donné satisfaction à toutes les opinions. Il suffirait d'appuyer le vœu, exprimé par divers membres de la Chambre des Représentants, qu'un régime stable soit maintenu autant que possible en attendant le jour, plus prochain peut-être qu'on ne le croit, où le bétail belge suffira à nos besoins et où l'on pourra renoncer à tout concours de l'étranger.

Des membres appuient la demande faite à la Chambre des Représentants d'un bureau spécial pour la surveillance et le développement des associations agricoles.

La Commission du Sénat insiste également, comme le fait la section centrale de la Chambre, pour que le Gouvernement se décide à intervenir dans l'entretien des chemins vicinaux et revienne à appliquer la circulaire du 28 février 1890, rapportée par une circulaire nouvelle de mai 1899.

L'entretien de la voirie vicinale, complètement à charge des communes, absorbe et au delà les ressources financières de celles-ci et ne leur laisse aucun excédent disponible pour l'amélioration ou le développement de voies nouvelles.

Vis-à-vis de la situation mauvaise des chemins vicinaux en Belgique, il est certain que les Chambres accueilleraient favorablement une majoration de l'article 32, si la somme portée était reconnue insuffisante par le Gouvernement.

La Commission se permet d'attirer l'attention de M. le Ministre des Beaux-Arts sur une question qui intéresse au plus haut point les artistes, celle relative à l'édification d'un local d'exposition à Bruxelles. Le Palais des Beaux-Arts ayant été détourné de sa destination première et étant devenu définitivement un Musée, la capitale se trouve dans l'impossibilité d'organiser dignement des expositions triennales. L'ère des baraques provisoires devrait être close.

Les expositions périodiques ouvertes dans les quelques salles encore libres du Musée moderne, par les nombreuses sociétés d'art que compte la capitale, ne pourront bientôt plus se faire. Ces salles vont être utilisées par la Commission des Musées pour le placement des œuvres nouvellement acquises. Les artistes vont donc se trouver absolument sans local où ils pourraient convenablement exposer leurs travaux. On émet le vœu de voir le Gouvernement se préoccuper de cette situation regrettable et décider l'édification d'un local d'exposition digne de la capitale.

Des critiques se sont élevées à diverses reprises tant à la Chambre qu'au Sénat, au sujet du système de restauration appliqué à nos anciens monuments. Il est non seulement désirable, mais il est de toute nécessité de voir apporter à ces restaurations le plus de discrétion possible ; ne permettre que les travaux nécessaires pour empêcher la ruine de ces restes de notre art national ancien et veiller à ce que le caractère primitif n'en soit pas altéré. Sous prétexte de restauration, certains architectes traitent, sans respect aucun, nos vieux monuments. Ceux-ci disparaissent complètement sous les soi-disant restaurations et il ne reste plus que des essais de reconstruction plus ou moins réussis.

Le Budget de l'Agriculture a été voté, par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 11 avril 1900, à l'unanimité des 111 membres présents.

Votre Commission, Messieurs, vous propose, à l'unanimité de ses membres, de réserver également un accueil favorable à ce Projet de Loi.

Le Rapporteur,
Baron DE STEENHAULT.

Le Vice-Président,
Vicomte VILAIN XIII.